Vienne, Autriche, 15 mai (Infosplusgabon) - L'organe des Nations Unies axé sur la prévention du crime et la justice pénale a ouvert, lundi, sa session annuelle à Vienne, appelant à une réponse mondiale plus intégrée aux défis persistants et émergents, y compris la cybercriminalité.

Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a souligné l'importance de la coopération pour atteindre les objectifs de développement durable et lutter contre la menace croissante de la criminalité en ligne.

Un effort international "pour améliorer les capacités des forces de l'ordre dans tous les pays, pour prévenir et contrer la cybercriminalité, est vital", a-t-il déclaré.

"Je suis fier de dire que la Commission et l'ONUDC ont poursuivi des partenariats efficaces et pragmatiques pour renforcer les efforts concrets dans ces domaines", a-t-il ajouté, soulignant la formation des policiers, des procureurs et des juges pour éduquer les communautés et protéger les personnes", a-t-il ajouté.

Lors de sa première visite officielle à Vienne à la tête de l'organisation, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, s'est également adressé à la Commission.

"La cybercriminalité est un domaine dans lequel il y a beaucoup de travail à faire et pas de temps à perdre", a déclaré M. Guterres.

"Les nouvelles technologies, notamment les gros volumes de données et analytiques, l'intelligence artificielle et l'automatisation, inaugurent une ère de transformation, parfois appelée la quatrième révolution industrielle", a-t-il ajouté, expliquant que malgré les progrès, il permet de nouvelles formes de criminalité.

"On estime que la cybercriminalité génère quelque 1,500 milliards de dollars de recettes par an. Et comme pour la plupart des crimes, il cible les plus vulnérables », a-t-il déclaré, soulignant la nécessité d'un effort collectif majeur pour faire en sorte que ces technologies soient utilisées au bénéfice de tous.

Au cours des prochains jours, la session examinera les résolutions sur la prévention du crime et la justice pénale dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030; prévenant et combattant la traite des êtres humains ; accédant à l'aide juridique et à la justice réparatrice, entre autres défis.

FIN/INFOSPLUSGABON/UIJ/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon